



Edito

UN PRINTEMPS SOMBRE QUI APPELLE UN AUTRE TEMPS

Chaque saison amène son lot de surprises, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, qu'elles nous enchantent ou nous déçoivent profondément. Nous vivons à leurs rythmes, nous nous adaptons tout en considérant que ce n'est pas si facile, nous nous plaignons mais nous savons que des jours meilleurs arriveront, que c'est certainement pire ailleurs et que nous n'avons pas trop à nous plaindre. Eh oui, les saisons passent et reviennent inlassablement pour créer un cycle infini, pour instaurer un climat.

Cet éternel recommencement conditionne nos activités, nos attitudes, nos modes de vie et parfois nos humeurs. Il est probablement nécessaire à notre équilibre.

Mais malheureusement, ces saisons sont sous une pollution permanente, elles sont sous deux polluants chroniques : le capital et les gouvernements, l'un alimentant les autres et inversement bien ordonné. Les deux n'ont pour but que de dérégler l'existant pour le remodeler à leur avantage, et ça depuis que les possédants et le capitalisme sont ce qu'ils sont.

Certaines saisons du siècle dernier, propices au climat social, ont bien été analysées et comprises. Une partie des dégâts provoqués ont été réparés, surtout les plus visibles, ceux qui ne touchaient pas aux grands ensembles. Pour autant, le cyclone social et sociétal d'après-guerre perdue malgré le déferlement cyclique de

réformes qui ne cessent de s'abattre sur ce qui a fait nos belles saisons.

Et c'est sur ce qui est encore debout qu'un énième combat politico-patronal est engagé. Nous l'avons déjà dit et écrit voilà quelques mois, la fin de l'ère anthropologique de Macron sera un big-bang social et sociétal. La société, les rapports sociaux, le vivre ensemble ou encore notre modèle social (s'il existe encore) sont dans une lente et douloureuse agonie. Ne nous attendons pas à l'extinction historique et philosophique des dernières années de conquêtes du patronat sous condition que les objectifs du capital sur le travail auraient été atteints.

Il leur restera toujours quelques miettes à récupérer ou quelques idées plus esclavagistes les unes que les autres à nous imposer. Jamais, dans l'histoire, le capital ne s'est lassé de tout nous reprendre, même ce que nous n'avions pas encore.

Pour dire, les derniers propos du Medef additionnés aux dernières déclarations des membres du gouvernement vont dans le sens de leur guerre contre les travailleurs. On nous prévoit une fin de printemps, un été et probablement un début d'automne plutôt gris voire très sombre.

.../...

Sommaire :

Edito : Un printemps sombre ...	P. 1 & 2
Motion du CCM CGT du Cher - 27-03	P. 2
Tract UD 1er Mai	P. 3 & 4
1er Mai 1919, une affaire d'affiche	P. 5 & 6
Invitation Inauguration Espace M. Renaudat	P. 6
Communiqué délégation CESER 31/03	P. 7
US CGT DDT 18	P. 8
Intervention IHS - Congrès UL Bourges	P. 9 à 11
Communiqué CGT Golfe de Fos	P. 12



AGENDA



JEUDI 1er MAI

**Divers rassemblements
dans le département (voir tract pages 3 & 4)**

SOYONS NOMBREUX !!

Formation Syndicale UD - 2025

⇒ Stage CSSCT Tronc commun du 16 au 20 juin

*Pensez à déposer vos congés éducation un mois
avant le début du stage et informez l'UD de votre participation.*



Motion du Comité de Coordination de la Métallurgie du Cher CGT

Il faudrait travailler plus et produire plus, que nos cotisations dites "patronales" soit supprimées et remplacées exclusivement par l'impôt, que les retraités n'aient plus certains avantages fiscaux, qu'ils voudraient en finir avec la Sécurité sociale, que l'économie de guerre doive prendre le dessus sur tout le reste et que le "réarmement productif" (nous) soit le plus docile et corvéable possible.

Pour essayer de comprendre les messages plus catastrophiques les uns que les autres, pour décrypter le ton solennel presque religieux des commentateurs, pour démystifier notre prétendue culpabilisation fautive de la situation, il faut nous remettre dans la situation d'après les attentats à Paris, de la période post Covid et du début de la guerre en Ukraine. Souvenez-vous, l'unité de la Nation tout entière était demandée afin de faire face collectivement, de se soumettre et d'accepter tout ce qui nous était imposé, qui sont restés dans la durée et encore aujourd'hui.

Sous couvert de la guerre, du déclin, de la dette, de la peur du lendemain, sous prétexte qu'avec un certain changement, la fin des normes et des règles, et d'autres encore tout irait mieux, cette doctrine du renoncement ne sert que les intérêts du capital. Ce qu'ils veulent, c'est que nous nous mettions tous en ordre pour soutenir ce qui est pour nous l'insoutenable. Nous n'accepterons jamais de nous aligner derrière ceux qui nous exploitent. Nous refusons l'union sacrée

Alors quel temps dans les mois à venir ? Quelle saison voulons-nous ? Une météo à mettre toutes les organisations syndicales de classe, associations et partis politiques progressistes en mouvement pour contrer l'ensemble des dernières annonces (comme si nous les attendions) du patronat et de sa clique gouvernementale.

Le début d'une période climatique fertile et d'envergure pour voir fleurir, dans les prochaines semaines, une pousse idéologique durable de classe afin de reconquérir ce qui nous a été volé. Car c'est de cela qu'il s'agit. Reprendre notre dû, ce qui nous appartient.

Bon courage, les Camarades.

*Sébastien MARTINEAU
Secrétaire Général*

Le vendredi 21 mars, notre organisation syndicale a rencontré le conseiller économie, finances, industrie et numérique d'un Premier ministre qui venait glorifier les commandes pour l'industrie d'armement. Nous sommes un département fortement impacté par deux grands groupes donneurs d'ordres qui alimentent un réseau de salariés sous-traitants qui subissent leurs desiderata financiers de rentabilité.

Avoir une économie de guerre signifie que l'argent public soit dirigé quasi exclusivement sur un secteur qui ne sert pas l'intérêt général. Avoir une économie de guerre signifie aussi des reculs sociaux pour les travailleurs. D'ailleurs, il est pratiquement devenu impossible de parler des retraites, de l'éducation nationale, du financement de la Sécurité sociale ou encore des coupes drastiques dans les collectivités.

En signant le dernier accord présenté le 10 février dernier, accord relatif à des mesures urgentes en faveur de l'emploi et la formation professionnelle, comme bien d'autres, vos syndicats ont validé que les travailleurs de la métallurgie du département se tournent par défaut vers ce réarmement, tant voulu par le capital mondial et soutenu par les gouvernements belligérants.

Qu'en sera-t-il des autres productions métallurgiques qui, elles, répondent aux réels besoins des populations ?

Il nous semble que l'UIMM et vous les représentants de syndicats de salariés, vous n'avez pas été aussi prompts à défendre les travailleurs licenciés sur le bassin d'emploi de St Florent. Bien au contraire, vous vous êtes contentés de regarder et d'accepter toutes les fermetures.

Combien seront rebauchés hors industrie d'armement ?

Sommes-nous destinés à servir une politique mortifère ?

Qu'en est-il de votre soutien à la proposition de loi des salariés de GM&S sur la responsabilité des entreprises donneurs d'ordre sur les sous-traitants ?

C'est le moment de vous positionner !

Que pensez-vous de l'intégration des sous-traitants dans les groupes, ce que nous appelons les entreprises intégrées, portée par la CGT. Tous les salariés auraient les mêmes droits sociaux de haut niveau.

Est-ce que les syndicats de salariés autour de la table sont contre cette proposition ?

Pour notre organisation, nous revendiquons un retour à la paix partout par la voie diplomatique. "Les armes pour maintenir la paix" n'est qu'une doctrine inventée par le capital et mise en place par les industriels et les financiers.

Pour finir, notre département est en train de se spécialiser dans une filière qui ne sert que les dividendes, qui nous plonge dans des incertitudes individuelles et collectives, la peur du lendemain.

Cette filière, qui s'est gonflée comme toutes les bulles spéculatives, pourrait se dégonfler au détriment des travailleurs.

Dans combien de temps ?

Nous espérons le plus tôt possible ! Nous revendiquons la diversification des productions avec la réponse aux besoins des populations, l'arrêt de cette marche en avant dans la course à l'armement, la paix et le désarmement.

Merci.



1^{er} MAI 2025

POUR LES SALAIRES, LES LIBERTES ET LA PAIX

Tel était le mot d'ordre en 1956. En 1952, c'était "Paix, Liberté, Pain" et en 1960 "Désarmement ! Bien être ! Paix en Algérie", ce ne sont que quelques exemples.

De toutes les époques passées jusqu'à aujourd'hui, la CGT revendique la fin des guerres, le désarmement et la paix ainsi que des augmentations de salaires. Elle s'est battue et se bat encore contre les restrictions des libertés publiques, contre le racisme, le fascisme, l'antisémitisme et contre toutes les discriminations au travail et en dehors. **Nous revendiquons des avancées et le progrès social pour tous les travailleurs, les retraités, les privés de travail et pour la jeunesse.**

Dans le même temps, le patronat, dans une guerre de classe sans merci, passe la majeure partie de son temps à récupérer l'ensemble de ce qui lui a été arraché par les luttes. La journée de huit heures, la Sécurité sociale, les congés payés et la réduction du temps de travail, les salaires, l'hôpital public, l'éducation et les services publics, etc. sont au cœur d'un affrontement historique entre le capital et le travail.

Le capital s'accommode avec aisance des idées et des méthodes d'extrême-droite et réactionnaires. Il en est d'ailleurs l'instigateur lorsque la situation l'exige ou le permet pour maintenir ses privilèges. Nous l'avons malheureusement constaté par le passé et nous le voyons également aujourd'hui. **Pour le patronat, ce serait "un mal nécessaire" et donc permis.**

En cette journée internationale de lutte des travailleurs, nous sommes solidaires de nos camarades italiens, argentins, hongrois, grecs, suédois, états-

uniens, ukrainiens, russes et de tous les travailleurs qui subissent des reculs sociaux sous les coups des gouvernements réactionnaires ou par les conséquences des guerres et des conflits armés.

En cette journée, toute notre solidarité, nos pensées vont aux travailleurs palestiniens et à leurs familles qui subissent un massacre ethnique. Le gouvernement extrémiste israélien veut rayer de la carte toute une population sans que la communauté internationale, dont la France, ne réagisse fortement. Ce qui a été possible contre le pouvoir russe ne serait probablement pas réalisable contre les richesses des possédants israéliens.

Et ici alors ? Quel patronat et gouvernement avons-nous ? **Les mêmes qui saccagent les modèles sociaux et détruisent les travailleurs partout dans le monde.**

Chaque moment récent prétend à des casses sociales, à des remises en cause des droits et libertés collectives et individuelles. Après une crise sanitaire, une écologique et une économique, nous voilà dans une économie de guerre, un conflit commercial et un combat financier en concurrence acerbe contre les autres travailleurs. **Toutes les situations sont des opportunités énormes pour faire toujours plus de profits sur notre dos**, sur les seuls qui créent les richesses.

N'oublions pas que les possédants ne produisent rien mais qu'ils se gavent de notre production, de notre travail collectif physique et/ou intellectuel. On nous vole notre force de travail.

Et nous ne pourrions pas récupérer ce qui nous appartient ? Nous ne pourrions pas partir en retraite à 60 ans à taux plein ? Nous devrions nous



contenter de l'aumône salariale si gentiment accordée par notre "gentil employeur" ? Nous serions condamnés à subir le manque d'accès aux soins et la privatisation de la santé ? L'assuranciel et les mutuelles individuelles privées remplaceraient efficacement notre système de sécurité sociale solidaire ? Arrêtons de subir !

Individuellement, le patronat et le gouvernement continueront leurs charges destructives.

Au contraire, collectivement, en s'ajoutant nombreux et en s'organisant, nous pouvons inverser la balance et gagner le rapport de forces pour :

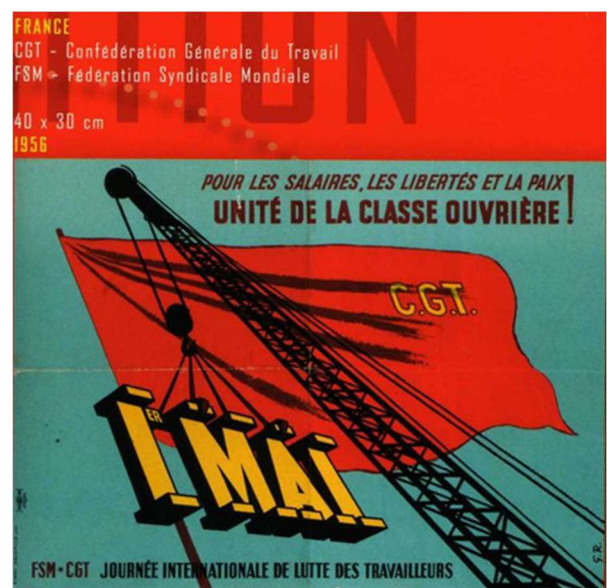
- Aller chercher les augmentations de salaires pour vivre et non plus survivre
- Obtenir l'abrogation des 64 ans et le retour aux 60 ans à taux plein calculé sur les 15 meilleures années, reconnaître la pénibilité pour des départs anticipés
- La reconnaissance des qualifications et des années d'études
- Faire de la Sécurité sociale et de l'hôpital public le sanctuaire de l'accès aux soins
- Reconstruire une école de la République comme l'ensemble des services publics au service du savoir et des citoyens
- Stopper toutes les fermetures, plans de licenciements, privatisations ou externalisations et mettre les entreprises privées comme les services publics sous la direction des travailleurs eux-mêmes

- Stopper cette "économie de guerre" qui détruit nos conquies sociaux et nous plonge dans la précarité et l'incertitude
- Réaffirmer notre combat contre toutes les guerres

Refusons l'union sacrée derrière les forces réactionnaires et le patronat.

Seule l'union des travailleurs, ici et ailleurs, fera que les rapports entre les peuples ne seront plus sous les diktats des possédants et des gouvernements à leur botte.

Soyons à l'offensive pour imposer notre modèle de société.



RASSEMBLEMENTS & MANIFESTATIONS

1^{er} MAI 2025

- BOURGES** ⇒ 09h30 Place Malus : *Dépôt de gerbe à la mémoire des militants victimes du nazisme.*
10h30 Place Malus – *Départ Manif*
- VIERZON** ⇒ 10h30 Place de la Résistance
- ST-AMAND** ⇒ 10h00 Place Jean Giraud
- ST-FLORENT** ⇒ 10h30 Place de la République
- LA GUERCHE** ⇒ 11h00 devant la Préfecture à NEVERS

Bourges, le 15 Avril 2025

1^{ER} MAI 1919, UNE AFFAIRE D’AFFICHE

Plus que jamais, l'histoire est pleine d'enseignement et aide à comprendre et analyser le présent. Aussi, j'ai décidé de vous parler de l'affiche CGT du 1er mai 1919, consacrée à la journée de 8h.

La journée de 8h est une très ancienne revendication des travailleurs et de la CGT en particulier. Dès 1890, la journée du 1er mai devient symbole des luttes et plus particulièrement de cette réduction du temps de travail journalier.

Après la guerre de 14, le contexte économique-politique devient plutôt favorable à la satisfaction de cette exigence.

D'abord parce que le gouvernement de Clemenceau craint une envolée du chômage due au retour des soldats du front, mais aussi au grand nombre de femmes qui se sont mises à travailler pendant la guerre et veulent ou doivent continuer à le faire, la paix retrouvée.

C'est donc le 23 avril 1919, une semaine seulement avant le 1er mai, que la loi est votée. C'est que Clemenceau craint que ce 1er mai qui arrive ne soit précurseur d'un grand mouvement de grèves.

La CGT décide donc de placer cette journée du 1er mai sous le signe des 8 heures. C'est Félix Doumenq (1879-1934) qui dessine l'affiche.

Elle montre 2 groupes de personnes, à gauche des travailleurs et à droite les patrons et bourgeois. Au milieu se trouve un grand 8, dont le rond inférieur représente une horloge où les chiffres ont été remplacés par des lettres. Chaque groupe tire sur la grande aiguille, les travailleurs pour indiquer 8h justes, les patrons pour aller au-delà.

C'est que les patrons, on s'en doute, sont hostiles à cette avancée sociale, d'autant que la loi précise que la réduction du temps de travail ne doit pas donner lieu à une diminution du salaire (même s'il existe de nombreuses dérogations)

Mais il existe 2 versions de cette affiche.

La première version, celle "officielle" de la confédération porte comme texte "*Ouvriers Employés Encore un effort et...*" et dans l'horloge "*nous aurons les 8 heures*".



La deuxième version, l'affiche éditée par l'Union des syndicats ouvriers de la Seine, a un texte modifié. Il est écrit "*Ouvrier Employé le principe en est voté mais seule ton action...*" et dans l'horloge "*appliquera les 8 heures*".



C'est que la CGT est traversée de courants bien différents à cette époque (comme aujourd'hui d'ailleurs)

Le secrétaire général est alors Léon Jouhaux qui se réclame d'une "*participation aux affaires de la nation*". La majorité confédérale représente un courant qu'on pourrait qualifier de réformiste.

Mais d'autres courants existent. En l'occurrence, dans l'Union parisienne, les syndicalistes révolutionnaires sont en force.

Dans l'affiche confédérale, la loi semble acquise et quasiment en passe d'être appliquée.

Les Parisiens sont beaucoup plus sceptiques, ils ne font absolument pas confiance aux hommes politiques, ni aux partis. Pour eux, seuls les travailleurs peuvent imposer les changements. Ils prônent la grève générale. Leur affiche est donc beaucoup plus offensive. En utilisant le singulier ("*Ouvrier Employé*") ils engagent, tout en le responsabilisant, chaque salarié à être l'artisan de sa propre libération (dans ce cas, en imposant les 8 heures).

D'autre part il change le texte "*encore un effort et nous aurons les 8 heures*" qui donne l'impression que cette réforme est quasiment en passe d'être appliquée. A la place, ils écrivent "*seule ton action appliquera les 8 heures*", démontrant ainsi qu'il va falloir imposer aux patrons, par l'action, sans doute la grève, l'application de la loi.

Autre différence entre les deux versions, dans l'affiche confédérale, il est 8h01. Eh oui, la loi est votée, elle va être appliquée rapidement : on est quasiment aux 8 heures.

Dans l'affiche parisienne, il est 8h02. Les patrons sont puissants et réussissent, si les travailleurs ne se battent pas suffisamment, à tirer l'aiguille bien au-delà des 8 heures.

Ces deux versions d'une même affiche sont évidemment révélatrices des tensions qui règnent à cette époque au sein de la CGT entre les différents courants, notamment entre les Réformistes et les Révolutionnaires ; et qui conduiront, on le sait aujourd'hui à la scission et à la création de la CGTU en 1922.

Catherine Fourcade

Collectif du Cher IHS CGT Centre-Val de Loire

INVITATION À L'INAUGURATION DE L'ESPACE "MAURICE RENAUDAT" À ST-GEORGES SUR LA PRÉE



Jean Marc DUGUET, maire de St Georges sur la Prée, son conseil municipal,
Mr et Mme Jean Pierre RENAUDAT,
Mr Jean Michel ATHOMAS, Président de l'ANACR du Cher
ont l'honneur de vous inviter à

L'INAUGURATION de l'ESPACE « MAURICE RENAUDAT »,
enfant de St Georges, ancien Résistant FTP, combattant pour la Liberté, co-
fondateur du Musée Départemental de la Résistance du Cher,

Jeudi 8 Mai 2025

Rendez-vous 15h 30, Place des Tilleuls Claude Débeda, St Georges / Prée

En présence de Mr Thierry CARDOUAT, Sous Préfet de Vierzon,
De Mr Nicolas SANSU, Député du Cher
De Mr Jean Claude SANDRIER, Président du Musée Départ. de la Résistance,
Vin d'honneur à l'issue de la cérémonie,



Communiqué CGT délégation CESER Centre-Val de Loire

Blois le, 31 mars 2025

Le projet de loi sur la simplification de la vie économique, examiné la semaine prochaine à l'Assemblée nationale prévoit la suppression d'un nombre conséquent d'instances, toutes utiles à la démocratie et à la représentation de la société civile organisée.

Si ce texte prévoit la suppression des CESER (Conseils Économiques Sociaux et Environnementaux Régionaux, 2e assemblée régionale dans nos territoires), **il prévoit aussi la disparition de nombreuses commissions d'évaluation des politiques publiques, d'observation et de défense des droits humains et de l'environnement** (observatoire des espaces naturels agricoles et forestiers, observatoire de l'alimentation, commission des conseillers en génétique, commission de prévention étudiante, conseil national de la montagne etc...), avec l'exemple concret des agences de l'eau qui ont démontré (via les PFAS) que la culture capitaliste industrielle a pollué toute l'eau potable de nos pays développés.

Sous couvert de simplification et d'efficacité d'utilisation de l'argent public, le gouvernement avec des partis politiques de droite et d'extrême droite (Renaissance, Rassemblement national, Horizon, Les Républicains, Liot) profite de la sémantique guerrière actuelle pour instiller le pire dans notre société et, en réalité, faire capter toujours plus d'argent public au profit du capital en laissant les milliardaires, leurs sociétés et les grands groupes s'accaparer des milliards de profits et d'aides publiques, sans contrôle.

Ces décisions idéologiques sont issues de la rhétorique mensongère du camp libertarien. Les attaques contre les CESER et contre tous les lieux de concertation, de débats, de constructions de la société civile sont le stigmate de l'application par le gouvernement de la logique capitaliste qui cherche toujours plus à élargir son taux de profit. Pour ce faire, cela nécessite d'abroger toute instance représentative ou tout lieu de discussion. Le monde capitaliste choisira toujours la tyrannie contre la démocratie, l'oppression contre le dialogue, la manipulation contre l'information. Ce qu'ils veulent briser, c'est la liberté d'instance, notre capacité à agir, à proposer et à les entraver dans leur plan de régression généralisée. Partout aujourd'hui la démocratie est menacée.

La question n'est pas de savoir si les CESER répondent

bien aux saisines des collectivités locales ou si leurs rapports élaborés démocratiquement et consensuellement sont utiles à la société tout entière. Nous en sommes convaincus ! La question est le peu de prise en compte des préconisations et des propositions des CESER par les gouvernements successifs et par certains exécutifs territoriaux.

Si les CESER ont des capacités d'actions et de réactions importantes, qu'en est-il pour les plus petites instances, dont celles qui dépendent du ministère de la transition écologique et qui ont la charge de limiter notre impact sur la nature (OFB, ADEME...) tout en nous faisant part de leur expertise ?

Ces agences participent à la recherche scientifique et technologique, à l'amélioration des conditions de travail, à la prévention sur la santé ainsi qu'à l'information du public. Le démantèlement de ces institutions reviendra à générer un retard technologique catastrophique, une hausse des coûts de santé et à invisibiliser les conséquences du réchauffement climatique. Seul précédent, le recul subi à la fin de l'antiquité où les savoirs, les sciences et technologies de la Grèce hellénique et de la Rome latine avaient été jetés au profit des délires religieux de l'époque.

Voulons-nous revivre cet âge sombre ?

Nous notons qu'à ce jour, une partie des organisations patronales représentées au CESER CVL ne se sont pas prononcées officiellement contre ces attaques, se confondant dans des postures évasives.

Partout la responsabilité du système capitaliste, du patronat, des marchés financiers doit être mise en exergue dans les reculs que nos sociétés subissent. Ils sont à l'initiative aujourd'hui comme hier.

La CGT a toujours œuvré à la liberté, à l'émancipation des peuples et du salariat, à la défense et protection de l'environnement. L'actualité nous démontre qu'il est aujourd'hui crucial de lutter collectivement contre la sauvagerie capitaliste.

Notre groupe se montre préoccupé et attentif sur le sort et l'avenir de tous les salariés qui se voient aujourd'hui menacés et déconsidérés dans leurs fonctions pourtant indispensables à l'intérêt général.

US CGT DDT 18

Courrier du Syndicat National CGT des Personnels Techniques, Administratifs et de Service (SNPTAS CGT) du mercredi 9 avril 2025 adressé au directeur de la DDT du Cher avec copie aux ministres et au préfet, qui fait suite à l'exercice de sécurité civile organisé par la préfecture le 3 avril dernier sur le site de Lariboisière.

Monsieur le Directeur,

Les agents de la DDT du Cher, par la voix des représentants CGT du personnel, m'ont alerté en tant que secrétaire général du SNPTAS-CGT sur les conditions ahurissantes et contraires à toutes les règles de santé et de sécurité des personnels, de ce qui est présenté comme un « exercice attentat », qui s'est déroulé le 3 avril 2025 dans les locaux de la DDT, sur le site Lariboisière, à Bourges.

Ainsi, visiblement des cadres de la préfecture en manque d'adrénaline ont décidé d'un « exercice » avec une simulation d'un scénario prétendument réel, sans même prendre la peine d'informer les agents au préalable. Une personne armée déboule dans le hall créant une panique sans nom des personnes présentes. Ceci suivi d'une intervention brutale de la police : Hurllement, portes défoncées, sommations, fouilles corporelles, « sang » dans les couloirs... Les personnels ont été terrorisés, terrifiés, certains se sont barricadés dans leur bureau, certains ont placé une armoire contre la porte. Des agents sont tombés en pleurs, en crises de panique... Les agents évacués (pour ceux qui n'ont pas été oubliés dans les locaux) se sont retrouvés sur le parking dans le froid du matin et pour se réchauffer ils ont seulement pu s'installer dans un fourgon de police.

Enfin, après ce prétendu « exercice », le directeur de cabinet de la préfecture s'est permis, en guise de débriefing de faire la morale aux agents avec une arrogance particulièrement mal placée.

Je vous rappelle qu'il est totalement irresponsable d'organiser ou d'accepter l'organisation une telle opération sans prévenir les personnels en amont. Des agents pris de panique auraient pu sauter par les fenêtres ou faire un arrêt cardiaque. Cette irresponsabilité est d'autant plus flagrante que le site héberge des agents armés de l'OFB... Que se serait-il passé s'ils s'étaient servis de leurs armes ? Les responsables de cet « exercice » ont-ils conscience des risques effrayants qu'ils ont fait prendre à toutes les personnes présentes ?

Je vous rappelle qu'en tant que chef de service, vous êtes responsable de la santé physique et mentale, de la sécurité ainsi que des conditions de travail des personnels de la DDT. Certains agents sont encore largement traumatisés par ce qu'ils ont subi lors de ce prétendu exercice. La CGT vous demande donc :

- Que vous mobilisiez les moyens afin que les agents qui le souhaitent puissent bénéficier immédiatement d'un soutien psychologique ;
- Que les dossiers d'accidents de travail ou de maladies professionnelles déposés par les agents qui ne manqueront pas de découler de cette opération soient instruits rapidement, que l'imputabilité au service soit reconnue et qu'ils puissent autant que de besoin bénéficier de la protection fonctionnelle ;
- Que la formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail du CSA de la DDT soit réunie en urgence pour décider si, conformément au 1° de l'article R253-54 du Code général de la fonction publique, une expertise sera menée ;
- Que conformément aux dispositions de l'article R253-60 du code précité, vous preniez toutes les mesures pour faire cesser le danger grave et imminent que représente l'interventionnisme forcé de certains cadres de la préfecture et leurs « exercices » ;
- De faire un signalement auprès du procureur de la République au titre du second alinéa de l'article 40 du Code de procédure pénale, pour mise en danger de la vie d'autrui ;
- De faire nettoyer immédiatement les traces de faux sang dans les couloirs et les bureaux de la DDT, traces qui sont un rappel insupportable pour les agents de cette journée horrible.

Compte-tenu de la gravité de la situation, je vous informe dès à présent que la CGT portera la question de ce soi-disant « exercice attentat » au sein de la formation spécialisée centrale des DDI ainsi que celle du pôle ministériel de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Copies :

- Préfet du Cher
- Monsieur le ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation
- Madame la ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche
- Secrétaire général pour l'administration du ministère de l'Intérieur
- Secrétaire général du MATTE
- Secrétaire général du MASA

Intervention IHS

Congrès de l'UL CGT de Bourges – 4 avril 2025

Espace Nelson Mandela à St-Germain-du-Puy

Cher·ères Camarades,

Tout d'abord, permettez-moi de remercier la direction de l'UL CGT de Bourges d'avoir invité l'IHS CGT à votre congrès.

Est-il encore besoin de rappeler ici ce qu'est l'IHS (Institut d'Histoire Sociale) CGT ? La plupart d'entre vous le connaissent.

Pour ceux qui l'ignorerait, l'Institut CGT d'histoire sociale est une association créée en 1982 par la CGT à l'initiative de Georges Séguy qui fut secrétaire général de la CGT de 1967 à 1982.

Aujourd'hui l'IHS, outre le niveau national, c'est 12 instituts professionnels, fédéraux comme par exemple Mines et Énergie, la Santé, les Cheminots et d'autres. C'est aussi près de 50 instituts territoriaux (locaux, départementaux ou régionaux).

Pour ce qui nous concerne, notre institut est régional, l'IHS CGT Centre-Val de Loire. Dans chaque département existe un collectif chargé d'animer la vie de l'institut localement. Avec Philippe Texier, j'anime le collectif de notre département, le Cher.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, adhérer à notre stand, individuellement ou faire adhérer votre syndicat s'il ne l'est pas déjà.

Mais peut-être certains d'entre vous se posent la question de l'intérêt de se préoccuper d'histoire. Après tout, le présent, le militantisme au quotidien, les luttes nous prennent déjà beaucoup de temps. Et puis le passé c'est le passé. Rien ou pas grand-chose à voir avec ce que nous vivons aujourd'hui.

Et pourtant....

Des événements récents nous montrent bien que connaître l'histoire, l'histoire de notre pays, en particulier des luttes des travailleurs, permet de mieux comprendre la situation actuelle, mais aussi comment fonctionne le système capitaliste.

L'histoire est particulièrement malmenée voire défigurée par nos gouvernements et par les médias qui, faut-il le rappeler, sont tous ou presque aux mains de grands groupes capitalistes.

Si l'histoire ne se répète jamais totalement à l'identique, les mêmes causes produisent les mêmes effets. À bien y regarder, ce qui se passe aujourd'hui

est bien inquiétant, si on compare avec le passé. La montée de l'extrême droite quasiment partout sur la planète, le réarmement prôné par nos dirigeants, la pauvreté grandissante, la crise qui n'en finit pas, tout cela fait écho à notre mémoire et nous rappelle cruellement le début des années 30. On sait comment cela a fini.

Le système capitaliste a besoin de crises pour fonctionner. Quand les taux de profit baissent, quand le système s'essouffle, les capitalistes provoquent une crise.

Crise monétaire ou crise sociale avec son lot de misère, de chômage qui frappent toujours les mêmes, les travailleurs qui n'ont que leur travail pour vivre.

Et quand cela ne leur suffit pas, il provoque des guerres. Cela leur permet de redistribuer les cartes, de se réappropriier les terres, les ressources. Pourquoi Trump veut-il mettre rapidement fin à la guerre en Ukraine, quand Poutine lui voudrait l'annexer ? Il ne s'agit pas de protéger les populations, ou défendre la démocratie, l'un comme l'autre veulent exploiter les ressources de cette région, en particulier ce qu'on appelle les terres rares, indispensables dans nombre de secteurs industriels.

Comment comprendre le conflit au Moyen-Orient quand on ne connaît pas l'histoire de cette région ?

Est-ce vraiment pour protéger la population israélienne des attaques du Hamas que Trump prend fait et cause pour le gouvernement de Netanyahu, prêt à laisser l'armée israélienne massacrer le peuple palestinien ? peut-être faut-il chercher la réponse ailleurs là encore. Dans un rapport de 2019 de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, on peut lire « *De nombreux géologues et économistes spécialisés dans les ressources naturelles ont confirmé séparément que le sous-sol du Territoire palestinien occupé contient d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel. Les Palestiniens sont cependant confrontés à un obstacle majeur qui les empêche d'exploiter et de tirer profit de ces richesses, à savoir l'occupation par Israël qui, depuis 1967, contrôle la plupart des ressources naturelles palestiniennes et leur exploitation ... La province du bassin du Levant couvre environ 83 000 kilomètres carrés de la Méditerranée orientale... Selon les estimations moyennes du Service géologique des*

États-Unis (USGS), [cette région] abriterait 1,7 milliard de barils de pétrole récupérables et 122 000 milliards de pieds cubes de gaz récupérables. Cela signifie que ce bassin est l'une des ressources en gaz naturel les plus importantes au monde.» Une fois encore, on comprend pourquoi Trump veut se débarrasser des Palestiniens, au prix d'une déportation et même, s'il le faut, d'un génocide. Quant à Israël, la question de sa sécurité n'est là encore qu'un prétexte. Netanyahu, en bon dirigeant d'extrême droite qu'il est, veut se débarrasser des Arabes, des Musulmans. Au passage, il en profite pour se maintenir au pouvoir.

La situation que nous vivons aujourd'hui doit nous inciter plus que jamais à nous pencher sur notre passé. Car ne nous trompons pas, les discours va-t-en-guerre, la soi-disant nécessité de renforcer nos défenses, le réarmement vont comme toujours profiter aux mêmes.

Le réarmement va permettre des profits maximum et la menace d'une guerre leur permet de justifier les coupes sombres dans les dépenses sociales et publiques.

Aujourd'hui, pour mieux servir leurs desseins, la droite et l'extrême droite, au total service du système capitaliste utilisent les bonnes vieilles recettes pour conduire les peuples à accepter le réarmement et la guerre. Pour cela, il faut trouver des boucs émissaires, ceux qu'on pourra accuser de tous les maux. Hier, c'étaient les Juifs, victimes de la haine, des pogroms, de la déportation et l'extermination dans les camps. Aujourd'hui, ce sont les immigrés qui seraient responsables de tout ce qui va mal dans notre pays : la violence ? les immigrés ! le trou de la Sécu ? les immigrés ! le chômage ? les immigrés ! Tiens, même la pénurie d'œufs serait la faute des Arabes, des Musulmans qui en consommeraient tant pour le ramadan qu'on n'en trouverait plus dans les supermarchés. Ben voyons ! rien à voir, bien sûr avec la grippe aviaire qui a sévi dans notre pays et qui a contraint à l'abattage de millions de volailles.

Là encore, connaître son histoire permet de remettre les choses à leur place. Ces étrangers qu'on accuse aujourd'hui de tous les maux, pour développer son économie la France est allée les chercher, et justement on avait les colonies qui regorgeaient de travailleurs disponibles et prêts à tout pour améliorer leur vie et celle de leur famille. Quelle aubaine ! Et après les avoir bien exploités, on voudrait qu'ils retournent dans leur pays d'origine. Mais le temps a passé, et aujourd'hui, la plupart de ces étrangers, de ces « *travailleurs immigrés* » sont français. Mais

qu'a-t-on fait pour permettre à ces familles, venues en particulier du Maghreb, de s'insérer dans notre pays et devenir des citoyens français à part entière ? On a créé des ghettos ! un exemple parmi tant d'autres, la mixité sociale à l'école. Car c'est bien là que commence l'apprentissage du vivre ensemble, de la citoyenneté. Quel échec cuisant grandement responsable de ce sentiment de beaucoup de jeunes des banlieues d'être rejetés, stigmatisés, ramenés sans cesse à leurs origines. C'est alors un terreau bien propice pour les prophètes en tout genre.

Et on s'étonne après de la montée de la violence, du développement du narcotrafic. Tiens justement le narcotrafic, pour lutter contre, on va renforcer les moyens policiers, rogner sur nos libertés. Mais, une question bête ? si on s'attaquait à la dépendance aux drogues ce ne serait pas plus efficace ? car enfin, s'il n'y avait pas de consommateur, il n'y aurait pas de vente de drogue et donc pas de trafiquant. Mais pour cela, il faut développer une vraie politique de prévention et donner des moyens aux services d'addictologie. Mais ça, pas question, bien au contraire. La casse de nos hôpitaux et en particulier des établissements de psychiatrie conduit à une prise en charge des addictions de moins en moins efficace. Quand on sait qu'aujourd'hui, un adolescent présentant des risques psychiques doit attendre plusieurs mois pour être pris en charge, comment s'étonner qu'il sombre dans la dépendance à l'alcool ou à la drogue, voire mette fin à sa vie ? Là aussi, connaître l'histoire de la casse en règle de notre sécurité sociale permet de mieux situer où sont les vrais responsables de la situation que nous vivons aujourd'hui. Car après avoir été l'un des meilleurs au monde, grâce à la mise en place de la Sécu, notre système de santé ne cesse aujourd'hui de se dégrader.

Et pour les étrangers qui arrivent encore aujourd'hui, les migrants, ce sont toujours les mêmes raisons, la misère, la guerre, qui les poussent à quitter leur pays, leur famille, leur vie. Que trouvent-ils alors en arrivant, un travail harassant pour un salaire de misère, des conditions de vie et de logement indignes, la peur incessante d'être arrêtés et expulsés. Et pour couronner le tout une stigmatisation permanente dans les médias. Pourtant, là aussi l'histoire est là pour nous rappeler que notre pays s'est forgé aussi par l'apport de ces étrangers. Un pays sans immigration est un pays voué à disparaître. C'est ce qui est en train d'arriver au Japon, qui commence sérieusement à se poser la question de l'apport de nouvelles populations pour se garantir un avenir.

Il y a un peu plus d'un an, le 24 février 2024, Missak

et Mélinée Manouchian entraient au Panthéon. Faut-il rappeler ici qu'ils étaient des étrangers. Il serait trop long de raconter leur vie, mais n'oublions pas que par deux fois la nationalité française fut refusée à Missak. Et pourtant, il s'engagera dans la Résistance contre les nazis et sera fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944. On ne réécrit pas l'histoire, pourtant je ne peux m'empêcher de penser qu'avec les lois d'aujourd'hui, Missak Manouchian aurait sans doute été expulsé dès 1933 quand il demande pour la première fois sa naturalisation et avec lui, bien d'autres étrangers, notamment ceux des FTP-MOI, les Francs-tireurs et Partisans-Main d'Œuvre Immigrée, ceux qui ont lutté contre le fascisme, au prix pour beaucoup de leur vie et qui ont contribué à la victoire.

En permanence, l'Histoire est manipulée, tronquée, falsifiée. Quand Trump nous dit que sans les États-Unis, nous parlerions allemand, c'est une falsification de l'histoire. Nous pourrions lui répondre que sans les États-Unis, les nazis n'auraient pas pu développer leurs forces armées, leurs armes et peut-être n'y aurait-il pas eu de guerre du tout.

Quand un journaliste, qu'on ne peut pourtant pas suspecter d'être marxiste, déclare sur RTL que la France avait « fait des centaines » d'Oradour-sur-Glane en Algérie lors de la colonisation, c'est immédiatement un tollé dans les rangs de la droite et de l'extrême droite. C'est pourtant une vérité historique documentée, attestée par des historiens, mais qui heurte de plein fouet la lecture nostalgique et falsifiée du roman colonial français. La machine à indignation a tourné à plein régime, orchestrée par les plateaux de CNews et dans toute la galaxie Bollaré, prompte à transformer tout rappel de la réalité coloniale en acte de « *haine de la France* ». Cela démontre que les médias, au service des possédants, se moquent des vérités historiques. Pour justifier leurs politiques, ils sont prêts à nier ce que tout historien honnête sait depuis longtemps, les armées françaises ont massacré des populations, brûlé des villages entiers pour coloniser et exploiter les ressources de l'Afrique du Nord. Mieux vaut nier les massacres et présenter la colonisation comme un bienfait pour les peuples colonisés. Combien de nos compatriotes savent aujourd'hui, que les territoires annexés par la violence en Afrique par les pays d'Europe, en particulier la France, étaient de grandes

civilisations. On préfère nous les présenter comme des terres sauvages, arriérées, dépourvues d'institutions. Mais fort heureusement, la France et les autres pays colonisateurs du 19^{ème} siècle, leur ont apporté la civilisation, les routes, les écoles, etc. Mensonges éhontés ! Il s'agissait uniquement de bâtir des empires coloniaux, donnant accès à une main-d'œuvre bon marché, à des ressources minières, à des terres arables, plus tard au pétrole source indispensable au développement du capitalisme.

Lors du dernier congrès de l'UL de Bourges, ici même en 2021, j'évoquais la journée d'inauguration de la Place Ambroise-Croizat à Bourges. Je rappelais comment, la bourgeoisie avait tenté et presque réussi à faire disparaître le nom du Ministre des travailleurs, véritable père de la Sécurité sociale, et avec lui tout l'engagement de notre CGT pour faire vivre notre Sécu.

À la télé, l'histoire est mise en scène, tronquée et transformée en spectacle. Aucune analyse de fond, limitée aux grands faits et surtout glorification des grands personnages, rois, reines et autres empereurs.

Oui, le révisionnisme est devenu omniprésent aujourd'hui, dans les médias, les réseaux sociaux et aussi dans les discours politiques. Ils nous assènent de mensonges, de récits tronqués et le danger du révisionnisme est bien là. Tenter de faire disparaître les crimes, les ignominies des classes dirigeantes, bourgeoisie, capitalistes, patrons, pour n'en garder que ce qui serait glorieux. Et parallèlement, faire disparaître l'histoire sociale, celle des luttes des travailleurs, des expériences populaires si riches d'enseignements pour n'en garder que quelques exactions, souvent indispensables et pour le moins compréhensibles.

2025 est l'année des 130 ans de notre CGT. Soyons fiers de l'histoire de notre syndicat, de ses engagements, de ses luttes et surtout de ses militants. N'oublions pas leur histoire qui est si riche d'enseignement pour les luttes d'aujourd'hui. Luttons, comme eux avant nous, pour construire un monde nouveau, débarrassé de la gangrène capitaliste.

Vive l'IHS CGT ! Vive la CGT !

Catherine Fourcade





**SYNDICAT GÉNÉRAL CGT DES OUVRIERS DOCKERS
ET DES PERSONNELS DE LA MANUTENTION PORTUAIRE DU GOLFE DE FOS**

Siège social : Carrefour des 3 Ponts—13230 PORT SAINT LOUIS DU RHONE
Mail : secretares.dockercgtfos@gmail.com - Tél : 04.42.48.01.30

Port Saint Louis, le 14 avril 2025

Communiqué

Le Syndicat Général CGT des Ouvriers Dockers et des Personnels Portuaires du Golfe de Fos a été averti que le bateau "Nexoé Maersk" pouvait potentiellement transporter du matériel militaire ou des armes, plus précisément des pièces de F-35, en provenance d'Israël servant à tuer la population a Gaza.

Immédiatement, nous avons contacté le manutentionnaire SEAYARD, la direction du GPMM pour leur indiquer que si tel était le cas, nous refuserons que ce bateau ne rentre à quai à Fos et que nous ne le travaillerons pas.

MAERSK a mis à disposition, à titre exceptionnel. le manifeste du navire, l'ensemble des conteneurs a été contrôlé (RAS, ni armes, ni pièces).

Nous manutentionnons environ 1,2 million de conteneurs par an, ce qui rend impossible de tout contrôler.

Nous sommes opposés à toutes les guerres, militons pour la paix, dans ce cas précis, nous militons pour l'arrêt des massacres dans la bande de Gaza, contre le génocide en cours perpétré par le gouvernement Israélien, pour la reconnaissance d'un état palestinien.

Nous militons également pour qu'aucune population palestinienne, israélienne, ukrainienne russe, libyenne, syrienne, arménienne etc. ne soit victime de choix politiques entraînant la mort et le chaos.

Choix politiques où bien souvent l'odeur de l'argent, avec un capitalisme décomplexé, mène des guerres coloniales et géopolitiques pour s'accaparer les richesses d'un pays.

Fiers de leur histoire, les dockers et portuaires CGT du Golfe de Fos, massivement représentés par leur syndicat, déclarent porter un syndicalisme de classe et de masse démocratique et indépendant.

Seuls les dockers et portuaires décident dans leurs entreprises de traiter ou pas les bateaux.

Seuls les dockers et portuaires décident d'arrêter le travail et de se mettre en grève.

Seuls les dockers et portuaires décident de bloquer leur outil de travail.

Pour la paix entre les peuples,

Le Syndicat



& La maxime du mois &



**CE QU'IL Y A DE SCANDALEUX
DANS LE SCANDALE,
C'EST QU'ON S'Y HABITUE**

SIMONE DE BEAUVOIR